



HAL
open science

Les représentations politiques de la science au Maghreb. Réflexion sur le cas tunisien

François Siino

► **To cite this version:**

François Siino. Les représentations politiques de la science au Maghreb. Réflexion sur le cas tunisien. Naqd, 2000, 2000/1 (13), pp.75-97. halshs-01069771

HAL Id: halshs-01069771

<https://shs.hal.science/halshs-01069771>

Submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Références complètes de l'article :

SIINO François (2000), « Les représentations politiques de la science au Maghreb », *NAQD* (Alger), n°13, Automne-hiver 2000. p.75-97.

Les représentations politiques de la science au Maghreb

Réflexion sur le cas tunisien

François SIINO *

Les relations entre le pouvoir politique et la science ont commencé à s'établir au moment où les Etats « modernes » en construction - notamment en Europe à partir du XVIIème siècle - ont pris conscience du rôle que pouvait jouer la science dans la puissance militaire et politique, mais aussi dans la prospérité économique. Ces relations entre deux univers pourvus de « raisons » différentes ont induit des rapports sociaux d'un type nouveau, entre détenteurs du pouvoir politique d'une part et porteurs du savoir scientifique d'autre part. Ces rapports se caractérisent par une certaine forme de coopération doublée d'une méfiance réciproque. Plutôt que d'alliance, sans doute faudrait-il parler de symbiose, équilibre fragile dans lequel chacun sait ce qu'il doit à l'autre, tout en craignant en permanence de perdre du terrain et des prérogatives. Si ces relations n'ont jamais été interrompues, elles n'ont cessé de varier dans leurs modalités. Le pouvoir politique tentant d'enrôler la science, de la contrôler, de l'institutionnaliser à son profit, et réussissant le plus souvent à en faire une "affaire d'Etat". La France est un exemple précoce en ce domaine puisque la première Académie des Sciences est créée en 1666 par Colbert¹. De leur côté, les scientifiques tentent de tirer parti de cet intérêt du pouvoir pour accroître les moyens de leur pratique, tout en essayant de construire progressivement une autonomie vis-à-vis de lui, autonomie paradoxale et fragile puisque précisément, elle ne peut être garantie que par l'Etat qui la concède.

Derrière cette négociation permanente, ce sont bien deux types distincts de légitimité qui sont en présence. D'une part, la légitimité politique, celle qui autorise à faire des choix, à prendre des décisions, qu'elle invoque le droit divin ou la souveraineté populaire. De l'autre, la légitimité scientifique, celle qui découle de la capacité auto-proclamée à dire le vrai sur les lois de la nature, et pour certains, sur celles des sociétés humaines. Au plus fort du scientisme triomphant, un Marcelin Berthelot, grand chimiste, et occasionnellement

* Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM UMR 7310, 13094 Aix-en-Provence, France.

¹ - Sur l'évolution historique des relations entre pouvoir politique et science, notamment en France, cf. Luc Rouban (1988), *L'Etat et la science. La politique publique de la science et de la technologie*, Paris, Editions du CNRS.

ministre, ne déclare-t-il pas que la science, "bienfaitrice de l'humanité [...] réclame aujourd'hui à la fois la direction matérielle, la direction intellectuelle, et la direction morale des sociétés"².

En fait, ce conflit potentiel entre légitimités différentes débouche sur un échange : le pouvoir politique a le loisir de se draper dans la rationalité de la science et y puise une source supplémentaire d'autorité et de légitimité ; il tend à envelopper toutes ses décisions dans un appareil d'argumentation qui fait le plus possible appel à l'incontestable objectivité scientifique (statistiques, prévisions chiffrées...). Les scientifiques, dans leur rôle de conseillers du prince, ont quant à eux, la possibilité de convertir une compétence technique en accès à la décision, sur laquelle ils peuvent agir de façon non négligeable. Ce type d'échange ne laisse pas moins subsister une irréductible part potentiellement conflictuelle. Celle-ci apparaît clairement aujourd'hui à travers la figure emblématique de "l'expert" qui cristallise les contradictions des relations entre le politique et la science : loué et valorisé lorsqu'il apparaît comme le symbole de la raison, du savoir et de la compétence, par opposition à la passion, à "l'idéologie" et au "dogmatisme" des politiques ; dénigré et critiqué lorsque il est considéré comme le représentant arrogant d'une technocratie supposée court-circuiter la légitimité supérieure de la décision démocratique.

Au Maghreb : l'antériorité d'un rapport imaginaire à la science

Il serait certainement intéressant d'analyser selon quelles modalités des éléments de ce schéma global se retrouvent aujourd'hui dans les pays du Maghreb. Mais auparavant, il convient de souligner une différence considérable qui distingue ces pays de l'Occident industrialisé concernant les séquences historiques de la construction du rapport entre pouvoir politique et science, qui justifie de s'intéresser en premier lieu à la dimension des représentations politiques de la science. En effet, au Maghreb, comme dans de nombreux pays du Sud, ce rapport à la science se construit dès les indépendances acquises, *alors même que les scientifiques n'existent pas encore* (ou très peu) dans la société.

En conséquence, ce rapport relève dans un premier temps de façon exclusive d'un *imaginaire de la science*, propre au politique, et qui s'exprime clairement dans le discours des élites. Le cas de la Tunisie - dont il sera plus particulièrement question ici - est assez emblématique. Dès l'indépendance du pays en 1956, le thème de la science occupe une place tout à fait remarquable dans l'ensemble du discours politique, alors qu'il faudra attendre la deuxième moitié des années 1970 pour qu'une pratique repérable de la recherche scientifique apparaisse³.

Pour être imaginaires, ces représentations politiques de la science ne se construisent pas pour autant *ex nihilo*, pas plus qu'elles ne sont dénuées d'effets concrets. Elles puisent en réalité dans des substrats variés relevant d'époques historiques différentes et recombinaient des éléments empruntés à des discours émis par des locuteurs eux aussi très divers. Dès lors, si en Tunisie le discours bourguibien sur la science comporte en son sein un certain nombre de contradictions - et on verra que c'est le cas -, c'est avant tout en raison de ce mélange plus ou moins conscient d'argumentaires parfois difficilement compatibles.

Pour mieux comprendre la structure de ces contradictions internes, il faut donc dans un premier temps essayer de retrouver ces multiples sources du discours afin de

² - Cité par Pierre Thuillier (1997), *Science et société. Essais sur les dimensions culturelles de la science*, Paris, Fayard, p.229.

³ - Période à laquelle un certain nombre de scientifiques tunisiens, pour la plupart docteurs d'Etat de l'université française, commencent à former un petit noyau et à créer des laboratoires de recherche au sein de l'université tunisienne.

reconstruire une généalogie des représentations politiques de la science qui s'y expriment. Une fois cette généalogie exposée, il est alors plus facile de distinguer les multiples éléments qui en sont issus et qui, telles les pièces d'une mosaïque, viennent s'agencer pour former une nouvelle image offrant plusieurs registres de lecture possibles.

Une généalogie des représentations politiques de la science

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les sources du discours sur la science et la technique tenu par les élites politiques de la Tunisie indépendante ne sont pas exclusivement exogènes. L'inspiration ne vient pas seulement d'un Occident pourtant fortement dominant dans ce domaine. On peut en effet lui trouver des racines locales, même s'il faut convenir que ces voix se sont exprimées dans le contexte d'un face à face avec le monde extérieur. C'est le cas du discours tenu par le mouvement réformiste tunisien dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.

La pensée réformiste du XIX^{ème} siècle, la science enjeu de civilisation

Le réformisme tunisien fait partie d'un vaste mouvement d'ensemble, sorte de frisson qui, parti du cœur de l'empire, la "Sublime Porte" d'Istanbul dans les années 1830, touche l'ensemble du monde ottoman de l'époque, et surtout ses "provinces arabes", plus ou moins indépendantes.

Partout, la cause est la même. Ce sont les desseins impérialistes d'un Occident conquérant, avide de débouchés pour ses productions croissantes de marchandises, fort de sa puissance militaire, de son essor technologique sans précédent et d'une science de l'organisation. La menace n'est pas seulement abstraite. Puissance majeure de l'Europe et du Proche-Orient depuis le XV^{ème} siècle, l'empire ottoman est devenu au XIX^{ème} "l'homme malade" dont les puissances européennes cherchent à se partager les dépouilles. Les multiples concessions territoriales faites aux Russes et aux Autrichiens, les avantages commerciaux accordés aux Français et aux Anglais, sont les symptômes les plus visibles de ce déclin. D'autres suivront : la flotte ottomane est détruite à Navarin en 1827, la France s'empare de l'Algérie en 1830 et l'Égypte est mise sous tutelle financière et politique franco-anglaise en 1877.

Ces signes d'une incontestable décadence entraînent de profondes interrogations au sein des élites politiques et intellectuelles musulmanes. Dès le début du XIX^{ème} siècle, la nécessité de réformer profondément le fonctionnement de l'empire et de ses provinces apparaît à la plupart comme une évidence. Sur le plan religieux et plus largement culturel, il s'agit pour beaucoup de penseurs musulmans⁴ de revenir à l'esprit originel de la religion musulmane, seul à même, selon eux, de permettre et même d'encourager "l'incorporation" de la modernité. Sur le plan politique et administratif, on prône la modernisation - c'est-à-dire concrètement l'occidentalisation - de l'appareil de l'État, de la justice, des finances, des armées, de l'éducation, etc. Ce sera l'objet principal des réformes entreprises au centre de l'empire ottoman entre 1839 et 1880 (*tanzimât*), en Égypte par Muhammad 'Ali, et en Tunisie par Ahmed Bey et ses successeurs. Enfin, il est clairement perçu que l'ascension européenne repose en premier lieu sur son incontestable supériorité scientifique et technologique dont les conséquences sont à la fois internes (le développement de l'industrie) et externes (la puissance militaire). Là encore, on appelle à renouer avec le passé

⁴ - Jamal ed-Din al-Afghani et Muhammad 'Abduh, pour ne citer que les deux plus influents.

prestigieux de la science arabo-islamique⁵, mais la seule voie qui s'offre pour y parvenir n'est autre que l'emprunt à l'Europe.

En Tunisie où le mouvement réformiste est particulièrement bien représenté, le regard porté sur la puissance scientifique et technologique de l'Europe reflète tour à tour une admiration étonnée et une crainte profonde.

Ces sentiments mêlés s'incarnent chez des hommes comme Mahmûd Qabâdû (1813-1871), lettré, pilier de l'enseignement à l'Ecole Polytechnique du Bardo, Ahmed Ibn Abi Dhiaf (1802-1874) conseiller et chroniqueur des beys husseinites, ou encore Khayr ed-Din, homme politique et premier ministre de 1873 à 1877. Tous partagent une analyse selon laquelle "le monde musulman est en retard, malgré la possibilité que lui donne la religion musulmane de progresser. Il faudrait donc rechercher les raisons de ce retard ailleurs que dans la religion. Or la comparaison entre le monde musulman et l'Europe fait apparaître que ce qui fait défaut à celui-là, ce sont les science profanes (*hikmiyya*). Quand les Européens acquièrent ces sciences à travers l'Islam, c'est l'Europe qui domina le monde musulman dès lors que celui-ci les délaissa. Il n'est donc plus possible que les musulmans reprennent leur part de bonheur tant qu'ils n'auront pas récupéré ces sciences qu'ils ont perdues. Comme les Européens ont accordé à ces sciences toute la place qu'elles méritaient, qu'ils les ont parfaites et enrichies, il ne reste plus (aux musulmans) qu'à les reprendre soit par leur transcription, soit par l'enseignement" ⁶.

Cet état de fait apparaît d'autant plus évident aux penseurs réformistes tunisiens que pour la majorité d'entre eux, cette prise de conscience est le résultat de contacts étroits avec la civilisation occidentale établis lors de voyages en Europe. Pour eux, tous les moyens sont bons pour témoigner auprès de leurs concitoyens de la réalité de cette stupéfiante avance que confèrent la science et la technique. Ainsi, Mohamed as-Sanûsi (1851-1900), homme de lettres et proche de Kheyr ed-Din, n'hésite pas à recourir à la poésie. De retour d'un voyage en Italie, il rédige en 1882 un poème tout entier consacré aux prouesses technologiques de l'Europe dont il a été le témoin : le "Poème unique au progrès scientifique" (*Al farîda fil mokhtara'at al jadîda*)⁷. Au premier rang des merveilles dont il a été le témoin, il place les moyens de transport (le train) et de communication (le télégraphe), le sentiment de puissance et de vitesse qu'ils inspirent et qui en font de véritables métaphores du progrès lui-même, de la science en marche. En même temps qu'un exposé didactique, ce texte constitue un véritable appel et un plaidoyer vibrant en faveur de l'éducation des jeunes générations, car, comme il l'affirme dans l'avant dernier distique, "La jeunesse qu'inonde le soleil de la science / Ne peut plus s'aveugler dans la noire ignorance".

La principale traduction de cette foi en l'enseignement - et en particulier dans l'enseignement des sciences - est la création à Tunis par Kheyr ed-Din en 1875 du Collège Sadiki. L'établissement est réservé aux seuls Tunisiens musulmans, l'accès y est gratuit mais soumis à une sélection sévère. Outre le fait que l'enseignement, arraché au monopole des seuls *'ulama*, est devenu une affaire d'Etat (y compris les enseignements religieux et juridique), la principale nouveauté réside dans l'introduction de ces sciences "profanes" (*al-*

⁵ - Thème récurrent chez les "modernisateurs" de l'islam qui ne cessent de souligner la place majeure que la religion musulmane réserve à la science, citant volontiers des passages du texte révélés et de la parole prophétique, notamment la célèbre formule : "Cherchez la connaissance du berceau jusqu'à la tombe... et allez jusqu'en Chine, s'il le faut". Cf. Seyyed Hossein Nasr (1993), *Sciences et savoir en Islam*, Paris, Sindbad. p. 64.

⁶ - Nouredine Sraïeb (1994), *Le collège Sadiki de Tunis, 1875-1956. Enseignement et nationalisme*. Paris, Editions du CNRS (coll. Monde arabe, Monde musulman). p.27.

⁷ - Littéralement "... aux inventions nouvelles". Voir l'étude détaillée que consacre à ce texte Moncef Chabbi (1983), *L'image de l'Occident chez les intellectuels tunisiens dans la seconde moitié du XIXème siècle*, Reims, thèse de 3ème cycle, dactyl. On trouvera une traduction en français du poème en annexe à l'ouvrage de M.Chabbi, p.545.

'ulûm al-'aqliyya) jusque là inexistantes : mathématiques, sciences naturelles, médecine, art vétérinaire, botanique, minéralogie, chimie, zoologie... Sont également enseignées les langues étrangères, dont le français, l'italien et le turc⁸. Conformément à la pensée réformiste, il s'agit, dans un même mouvement, de s'ouvrir sur le monde, tout en se réappropriant un patrimoine scientifique perçu comme originellement propriété des musulmans.

Pour ces penseurs, le regard posé sur la science résulte, dans un premier temps, d'un sentiment d'urgence et de la nécessité de conjurer des menaces extérieures présentes et à venir. Mais leur réflexion va bien au delà de ce constat ponctuel. A leurs yeux, il ne s'agit de rien de moins que d'un enjeu de civilisation. La science apparaît comme un creuset dans lequel refondre et régénérer l'ensemble de la société, permettant ainsi de hausser l'ensemble de la communauté au niveau de civilisation atteint par l'Europe.

L'héritage d'une science coloniale "utile"

La deuxième source qui semble inspirer l'imaginaire politique de la science en Tunisie est plus surprenante dans un pays venant de recouvrer son indépendance puisqu'il s'agit de la science coloniale française, une science qui se met en place dans le cadre du protectorat exercé à partir de 1881. En réalité, la présence de la science occidentale en terre tunisienne est bien antérieure à cette date. Depuis le XVIème siècle, des médecins européens y ont exercé librement et gagné progressivement prestige et influence politique auprès des beys.

Mais c'est surtout lorsque se précisent les visées impérialistes de l'Europe que la science, étroitement associée aux entreprises militaires, participe intimement à l'entreprise coloniale. Suivant le schéma d'épisodes aussi célèbres que celui de la campagne d'Egypte accompagnée par les "savants" de Bonaparte (de 1798 à 1801), ou celui de l'exploration scientifique de l'Algérie lors de laquelle s'illustrent notamment les saint-simoniens (de 1839 à 1842), une douzaine de missions scientifiques se succèdent en Tunisie entre 1882 et 1896 dont les résultats commencent à être publiés dès 1884⁹. A cette période, "la science coloniale prend la forme d'exploration et d'inventaire des formes locales de la vie et de la géologie. Dans cette forme, qui prolonge l'exploration géographique, les sciences naturelles prédominent, et la botanique occupe une place de choix"¹⁰.

L'enracinement sur le terrain de la science impériale se fait avec d'autant plus de facilité que son projet converge avec les intérêts du "parti colonial" auquel elle apporte des arguments en faveur de l'exploitation économique des colonies. Il s'agit de convaincre une opinion publique dubitative et une bonne partie de la classe politique française que les colonies ne sont pas seulement de coûteuses démonstrations de puissance, mais peuvent se révéler les sources d'une richesse incommensurable, sous réserve d'être exploitées rationnellement, c'est-à-dire avec toutes les ressources d'intelligence et de méthode de la science moderne. Un certain nombre de scientifiques participent ainsi activement à la propagande coloniale, sur le thème de la "mise en valeur" des possessions d'outre-mer, au sein de cercles et groupes comme le Comité d'Action Agricole Colonisatrice (1918) ou encore l'association Colonies-Science créée en 1925¹¹. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, Alfred Lacroix, professeur de minéralogie au Muséum et secrétaire perpétuel de l'Académie

⁸ - Cf. Nouredine Sraïeb (1994), *Le Collège Sadiki de Tunis, 1875-1956. Enseignement et nationalisme*, Paris, CNRS Editions.

⁹ - On trouve l'un des compte rendus le plus exhaustif dans deux numéros successifs (22 et 23) de la *Revue générale des sciences pures et appliquées* de 1896 intitulés "L'étude scientifique de la Tunisie".

¹⁰ - Christophe Bonneuil (1991), *Des savants pour l'Empire. La structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de la "mise en valeur" des colonies françaises" 1917-1945*, Editions de l'Orstom, p.26.

¹¹ - Cf. l'analyse consacrée à cette association par Ch. Bonneuil, op.cit., p.59-81.

des Sciences, qui est ministre des colonies lors de la deuxième exposition coloniale en 1937.

En Tunisie, comme dans la majorité des terres conquises, étant données les préoccupations pratiques de l'administration coloniale et des colons eux-mêmes - à savoir une intensification de la production agricole et l'amélioration des conditions de vie sur place - deux directions scientifiques sont privilégiées : la médecine et l'agronomie.

Dans le premier domaine, la principale réalisation institutionnelle est, à partir de 1893, l'Institut Pasteur de Tunis. Au laboratoire de vinification initial s'ajoutent rapidement un institut antirabique et un institut de production de la vaccine. L'heure de gloire de l'institution est associée au nom de Charles Nicolle, arrivé à sa tête en 1902 et auquel ses découvertes sur la transmission du typhus vaudront un prix Nobel de médecine. La recherche agronomique, quant à elle, suit de près la fondation en 1898 d'une Ecole Coloniale d'Agriculture de Tunis (ECAT) qui devient rapidement l'institution de référence pour l'ensemble du système colonial français en matière de formation de techniciens et d'ingénieurs agricoles. En 1908 est créée une station d'expérimentation agricole qui devient en 1913 le Service botanique en fusionnant avec le Jardin d'Essais de Tunis. Plusieurs chercheurs y travaillent à la sélection et à l'amélioration du blé dur, du blé tendre et d'autres céréales, aux problèmes du désherbage sélectif, etc, autant de travaux de recherche qui feront la fortune céréalière de la Tunisie.

Loin d'être rejetée par les élites de la Tunisie indépendante comme symbole de l'oppression, loin d'apparaître comme une séquelle destinée à être éradiquée, la science coloniale - à travers les institutions léguées à la Tunisie, au premier rang desquelles l'Institut Pasteur - est considérée comme un "héritage" qu'il s'agit d'entretenir et de faire fructifier¹². Elle est considérée comme la meilleure part de cet universel laissé par l'ancienne puissance occupante, et l'on se garde de rappeler le rôle non négligeable joué par les savants occidentaux dans le processus de domination impérialiste. C'est aussi qu'aux yeux des nouveaux dirigeants, cette science a fait les preuves de son efficacité pour transformer le pays et les conditions de vie de ses habitants ; il s'agit d'une science qui peut être de haut niveau, mais qui est avant tout une science "utile", destinée à l'action immédiate sur les moyens de production vitaux que sont les sols (par l'agronomie) et les corps (par la médecine).

La science et le développement : le paradigme incertain

Enfin, une troisième source participe à la construction de l'imaginaire politique de la science, qui n'est pas spécifique à la Tunisie, mais baigne l'ensemble de ce que l'on appelle alors le tiers-monde. Il s'agit du discours déployé par les organisations internationales après la seconde guerre mondiale sur le thème du développement par la science. Sa principale caractéristique réside dans l'association extrêmement forte de ces deux termes, *science* et *développement*. Ce dernier vocable, malgré l'usure subie durant les dernières décennies, continue d'ailleurs à sous-tendre la plupart des discours contemporains sur la science dans les pays du Sud.

On peut faire remonter la naissance de cette association sémantique au discours prononcé en janvier 1949 par le président Truman qui, pour la première fois, parle de "nations sous-développées" et de l'espoir que représente pour elles le progrès des sciences

¹² - La transition dans la continuité qui caractérise des institutions comme l'Institut Pasteur est aussi facilitée par la présence, autour des cadres français, d'un "réseau invisible" de préparateurs tunisiens qui effectuaient souvent une grande part du travail scientifique, cf. Anne-Marie Moulin (1995), "Les Instituts Pasteur de la Méditerranée arabe. Une religion scientifique en terre d'Islam", in E. Longuenesse (dir.), *Santé, médecine et société dans le monde arabe*, Lyon/Paris, Maison de l'Orient Méditerranéen/L'Harmattan.

et des technologies. Ce faisant, il introduit une nouvelle représentation du monde destinée à devenir une vision longtemps dominante des relations internationales.

Là où, jusqu'alors, les relations Nord/Sud étaient organisées selon l'opposition *colonisateurs/colonisés*, la nouvelle dichotomie *développés/sous-développés* substitue un monde dans lequel tous les Etats sont égaux en droit, même s'ils présentent à l'évidence des différences en terme de degré de richesse et de bien-être. Mais ces différences ne sont pas dramatiques dans la mesure où, désormais, l'humanité détient la clé de la croissance, et donc - dans la perspective de Truman - du bonheur universel ; cette clé, c'est la science. Cette énonciation politique du paradigme développementaliste dominant recevra une caution académique, notamment à travers les écrits de l'économiste Walt W. Rostow qui propose dans un ouvrage célèbre un modèle universel du développement économique en cinq phases successives¹³.

Une première caractéristique notable du discours des organisations internationales est qu'il considère la science comme un phénomène neutre, universel par essence, et donc dénué de toute espèce d'enjeu de politique internationale, ou de pouvoir au sens le plus large. La science n'est rien d'autre qu'un patrimoine abstrait, commun à toute une humanité que l'on suppose avide de se l'approprier afin d'en obtenir les bienfaits. La conséquence la plus immédiate de cette conception du progrès scientifique comme un "phénomène neutre" est que l'on peut sans difficulté envisager son transfert, depuis les nations industrialisées, vers les pays les plus pauvres que les vicissitudes de l'histoire ont empêchés d'effectuer jusque là leur propre révolution scientifique.

En dépit de son apparente cohérence, ce discours est traversé par une indécision fondamentale qui renvoie au flou polysémique et à l'impensé que recouvre la notion de "développement"¹⁴. D'un côté, on insiste sur le caractère universel du processus de progrès scientifique, sur l'obligation pour les pays du Sud d'imiter les étapes suivies auparavant par les pays industrialisés et sur la nécessité de mobiliser des pans entiers de la société (éducation, culture scientifique, université, politique de recherche) au service de ce grand projet. Parallèlement à ce registre que l'on pourrait qualifier "d'universaliste", on trouve un autre type de discours qui met volontiers en avant les spécificités locales des pays du Sud (pression démographique, rareté des capitaux, faiblesse de l'agriculture...) et tend à plaider pour l'adoption de solutions adaptées, de "raccourcis" techniques. La dimension "civilisationnelle" du processus passe à l'arrière-plan, en revanche, on souligne la nécessité d'une réflexion sur le rapport coût/efficacité, et de façon générale, on place beaucoup de confiance dans l'acquisition sur le marché mondial de technologies déjà constituées et susceptibles d'être importées du Nord.

Cette hésitation (quelle science pour quel développement ?) se cristallise dans le débat sur science endogène/science exogène qui croise celui sur recherche fondamentale/recherche appliquée. Du croisement de ces deux couples opposés, peut ainsi naître toute une gamme d'attitudes plus ou moins nuancées, depuis celle qui consiste à préconiser la mise en place à long terme d'un important potentiel scientifique national axé sur une recherche fondamentale de haut niveau, d'où découleront "naturellement" des applications technologiques, jusqu'à celle considérant comme inutile d'entretenir une

¹³ - W.W. Rostow (1963), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil (Points). La traduction française ne reprend pas le sous-titre de l'édition originale américaine (Cambridge : Cambridge University Press, 1960), "A Non-Communist Manifesto" (Un manifeste non-communiste).

¹⁴ - A ce sujet, voir l'ouvrage éclairant de Gilbert Rist (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po. Sur les ambiguïtés de l'association des termes science et développement, cf. Jean-Robert Henry (1982), « Science, technologie et développement : questions sur un discours », in : *Politiques scientifiques et technologiques au Maghreb et au Proche-Orient*, Cahiers du CRESM, n°14, Paris, Editions du CNRS.

coûteuse communauté scientifique nationale alors que l'on peut acheter à l'étranger les technologies disponibles les plus performantes.

En Tunisie, au Maghreb et ailleurs, loin d'être tranchée, ou du moins clarifiée, par les pouvoirs politiques nationaux, cette hésitation sera relayée par eux dans divers compartiments de leurs politiques publiques (notamment dans le domaine de la recherche), ce qui, comme on le verra, ne sera pas sans conséquences.

* * *

Les représentations que les élites politiques de la jeune république tunisienne se font de la science, qui s'expriment notamment par la voix du Combattant Suprême, recombinent des éléments variés puisés à ces trois sources. La diversité des contextes historiques et socio-politiques dans lesquels elles sont nées, le statut très différent des locuteurs, tout cela explique en partie que ces représentations soient traversées par des contradictions internes majeures. Mais ce n'est pas la seule raison. Le fait que cet imaginaire politique de la science présente des dimensions contradictoires et ambiguës tient aussi à ce que la science en tant que telle pose à la société tunisienne des questions cruciales qui engagent son avenir politique, économique et social. Ces questions, pour les plus fondamentales sont les suivantes : quelle place la nation tunisienne, désormais souveraine, doit-elle occuper sur la scène internationale, quel rôle entend-t-elle y jouer, quel rapport au monde extérieur doit guider son action ? Sur le plan interne, quel projet de société, quel type de "développement" veut-on mettre en oeuvre et quel modèle, existant ou à imaginer, convient-il d'adopter ? Autant de questions auquel il est bien entendu difficile d'apporter des réponses univoques, et dont le discours sur la science révèle les hésitations quant aux réponses possibles.

La science et le rapport au monde : la paix ou la puissance ?

La première contradiction apparaît lorsque le discours bourguibien sur la science révèle *un rapport au monde extérieur*, à la scène internationale sur laquelle la jeune nation tunisienne vient de faire son entrée. Considérées sous cet angle, les représentations de la science oscillent entre deux registres clairement distincts, voire opposés.

Patrimoine partagé...

Le premier de ces deux registres traduit une vision irénique, non-conflictuelle, qui insiste sur "le caractère universaliste de la science en tant que patrimoine commun à toutes les époques et toutes les civilisations"¹⁵. Il apparaît naturel que cette science universelle, promue par une communauté scientifique internationale forcément généreuse et désintéressée, donne lieu à une coopération scientifique présentée comme profitable à toutes les parties.

"Il devient évident, devant l'ampleur des progrès techniques et des inventions réalisées, que la sauvegarde de la paix ne peut être recherchée que dans le règne de la confiance entre les peuples ; la victoire de l'esprit de coopération sur la volonté de puissance et le recours à la force morale, seule capable de contrôler la force matérielle. Si les grands de la terre font prévaloir les considérations humaines, la cause de la paix est

¹⁵ - Discours du Président Bourguiba, Tunis, 28/06/1966.

gagnée et les grandes inventions pourront être exploitées pour le bien d'un monde où nous sommes condamnés à vivre côte à côte"¹⁶.

Cette représentation d'une science au service de la paix et du progrès universel, une science neutre par définition et vide de toute dimension politique, est directement inspirée par le discours des organisations internationales, prêchant de par le monde l'avènement de l'ère du "développement". Inaugurant un programme de l'UNESCO consacré à la recherche sur les terres arides, Bourguiba se réjouit de ce que ces travaux de recherche "rassemblent ici des savant illustres venus des quatre coins du monde, des chercheurs, des spécialistes réunis par une communauté de pensée et d'objectifs, et une même volonté de conférer à la science sa plus haute dignité, en la faisant apparaître comme un instrument efficace de progrès humain et de prospérité"¹⁷.

Dans ce même esprit de croyance en une science partagée équitablement entre tous les peuples de la terre, on se plaît à souligner les continuités plutôt que les ruptures. Sur le terrain de la science s'atténuent même les traumatismes d'une histoire coloniale encore récente et le président Bourguiba n'hésite pas à qualifier la future science tunisienne de "fille de la science française"¹⁸. Cette acceptation naturelle de l'héritage scientifique occidental se prolonge dans les positions pragmatiques adoptées vis-à-vis de l'arabisation, positions qui tranchent - par exemple - avec le dogmatisme affiché des autorités algériennes en la matière. Considérant, non sans lucidité, que la force d'une langue est avant tout fonction de la puissance de ceux qui la parlent, Bourguiba considère qu'il ne sert à rien d'imposer par la force une langue tant que l'on n'a pas atteint un rang d'importance dans le concert des nations. Il ne cache pas à ses compatriotes qu'en matière de science au moins, "nous resterons pour longtemps encore tributaires des langues étrangères". L'ouverture linguistique est une condition du rattrapage des pays industrialisés, il faudrait donc, "outre le français, apprendre au moins l'anglais et l'allemand, voire le japonais pour ne pas rester à jamais à la traîne"¹⁹. Dans tous les domaines de la science, il n'est pas question de perdre un temps précieux et de "s'épuiser à traduire toute une terminologie"²⁰. "Nous ne saurions nous passer d'eux [les occidentaux], conclut-il, que le jour où, à notre tour, nous aurons, sur le plan technologique, des choses à leur apprendre, où nous aurons à leur offrir nos propres découvertes. Dès lors, à ces découvertes, rien ne nous empêcherait de donner des noms arabes et de les imposer"²¹.

... ou loi du plus fort ?

En opposition tranchée avec cette vision pacifiée d'une science se diffusant sans entrave, on voit s'affirmer dans le discours bourguibien, au gré des événements qui marquent la scène internationale des années 1960-70, une conscience aiguë du rôle joué par le degré de développement scientifique et technologique dans la puissance et la force des

16 - Discours de Tunis, 7/11/1957

17 - Discours de Tunis, 7/09/1957

18 - Discours de Tunis, 23/02/1957

19 - Discours de Carthage, 31/08/1974

20 - Idem.

21 - Discours de Carthage, 31/08/1974. A presque vingt ans de distance, l'histoire donnera un écho ironique à cette réflexion dans le violent réquisitoire contre la guerre du Golfe que prononce en 1992 l'intellectuel marocain Mahdi Elmandjra, les découvertes "offertes" à l'Occident étant en l'occurrence les SCUDS irakiens : "Quand on entend parler des missiles Al-Husseïn ou Al-Abbas, cela est déjà une révolution que de pouvoir associer des noms arabes à des technologies dans plusieurs disciplines et une maîtrise endogène de ces technologies qui ne se borne pas à l'achat de produits clés en main. L'Irak est le pays arabe qui a le plus investi dans la recherche scientifique depuis de nombreuses années. Peut-être est-ce que l'on ne le lui pardonne pas." Mahdi Elmandjra (1992), *Première guerre civilisationnelle*, Casablanca, Editions Toubkal. p.96.

nations. Dans ce deuxième registre de représentations, la science est réinvestie du contenu politique le plus fort, elle est l'outil absolu de la puissance sur une scène internationale qui ressemble à une arène de combat, et où même les déclarations de bonnes intentions cachent les pires appétits de conquête. Il est difficile de ne pas voir là, à un siècle de distance, une vigoureuse résurgence des espoirs, mais surtout des angoisses des penseurs et hommes politiques réformistes, conscients de leurs faiblesses face à la force conquérante des puissances occidentales.

La mise en orbite réussie du premier "Spoutnik" soviétique, le 4 octobre 1957, donne à ce type de discours l'occasion de s'exprimer une première fois de façon repérable. Le Président Bourguiba exploite habilement l'événement en faisant remarquer que sans remettre en cause un choix "mûrement réfléchi" mais "nullement exclusif" pour le camp occidental, "avec l'apparition du Spoutnik, les données stratégiques sont bouleversées au point qu'il devient difficile d'attribuer à Bizerte une importance décisive pour la défense du monde libre" ; façon de faire pression sur la France avec laquelle sont engagées de délicates discussions sur l'évacuation des troupes militaires encore stationnées sur le territoire de la jeune République tunisienne.

Mais surtout, de façon plus générale à ses yeux, "l'invention russe comporte un enseignement qu'il paraît nécessaire de tirer. Elle administre au Peuple tunisien tout entier la preuve que la Tunisie a besoin de science et que la science est aujourd'hui un élément de la force". En effet, ajoute-t-il, "le monde où nous vivons n'est pas très respectueux de la morale. Il est toujours dominé par la volonté de puissance des nations et des hommes. Les peuples ne peuvent aspirer à une vie digne que dans la mesure où ils disposent des éléments de la force. Nous avons eu tendance, pendant la période de la lutte contre le colonialisme, à sous-estimer la force matérielle pour exalter le pouvoir de la force morale. [...] Mais la force de l'idéal ne suffit plus. Il y faut l'apport de la force matérielle, l'apport de la science"²².

Les termes du discours normatif pacifiste évoqué plus haut sont ici systématiquement inversés ; ce n'est plus de "la confiance entre les peuples" qu'il faut attendre la paix, mais de la suprématie militaro-scientifique. La capacité de la "force morale" à "contrôler la force matérielle" est quant à elle sérieusement mise en doute dans un monde que l'on reconnaît avant tout mû par la volonté de puissance.

En cette période d'équilibre et de guerre froide, c'est bien entendu l'arme atomique qui incarne parfaitement le rôle central de la science dans la puissance politique et militaire : "En dépit de sa puissance, le Japon a été vaincu par deux bombes atomiques. Mais ces bombes, qui les a donc fabriquées, sinon des ingénieurs qui avaient consacré leur vie à la recherche"²³. D'une certaine façon, la science contribue à l'équilibre du monde, mais c'est l'équilibre éminemment instable de la peur atomique et de la guerre froide. Et aux marges de cet équilibre continue à régner la loi de la domination des faibles par les forts.

Cette loi, le monde arabe en fait les frais dans le conflit qui l'oppose à Israël depuis 1948, les deux adversaires s'affrontant dans une zone incertaine où l'équilibre des "blocs" ne joue qu'imparfaitement. En 1973, c'est dans un contexte particulièrement tendu que Bourguiba rappelle que la Tunisie, tout comme "le monde arabe et, de façon plus générale le monde musulman, ont depuis leur accession à l'indépendance, brusquement apprécié la faiblesse où ils se trouvent"²⁴. L'affrontement israélo-arabe représente l'expérience la plus tangible de cette impuissance. Les traumatismes des guerres successives, toutes soldées par

²² - Discours de Tunis, 7/11/1957

²³ - Discours de Carthage, 25/01/1973

²⁴ - idem.

des défaites militaires et les vagues d'exode des Palestiniens, marquent cruellement la conscience collective, y compris de ceux, comme les Tunisiens, qui ne sont pas sur le "front".

Pour Bourguiba, l'explication est simple : "A trois reprises, nous avons préféré fuir en abandonnant nos armes. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas encore atteint le niveau nécessaire pour maîtriser les techniques qui sont à la base de la civilisation du XXème siècle. La guerre, ne l'oublions pas, est une science. Nous ne pouvons aborder l'ennemi avec des chances de vaincre qu'une fois atteint le niveau de savoir [...] Pour le moment nous avons besoin de science, cette science qui donne la force. De grands cerveaux peuvent se livrer aux plus subtiles gloses littéraires, ils nous laissent à la merci d'Israël, dans un tel dénuement que toute notre multitude unie est incapable de lui tenir tête. Je le dis aux Tunisiens, aux Arabes, aux Musulmans : la force, en ce moment de l'histoire, réside dans la science"²⁵.

La science, source de puissance, reste donc l'ultime garantie d'une indépendance récente, et encore fragile. Certes, le droit international et les instances onusiennes sont là pour garantir l'intégrité territoriale des Etats. Mais dès lors que l'on constate avec amertume en 1974 que "le territoire imparti par l'ONU aux Palestiniens s'est rétréci au delà de toute mesure", il est difficile de ne pas poser la question de savoir "qu'est-ce qui pourrait empêcher un grande puissance d'attaquer la Tunisie et d'occuper son territoire ?"²⁶. Cette interrogation anxieuse fait bien entendu écho aux questions posées moins d'un siècle auparavant par les réformistes tunisiens, auxquelles l'histoire avait apporté de cruelles réponses.

Le discours sur la science révèle donc une contradiction marquée quant à la perception du monde extérieur. D'un côté une vision pacifiée et harmonieuse proche de celle véhiculée par les instances onusiennes, celle d'une société d'Etats-nations solidaires, voués à collaborer pour le plus grand bien de tous - en particulier par le partage du patrimoine scientifique réputé appartenir à l'humanité entière - ; de l'autre celle d'un monde d'affrontements potentiels, réglé par la loi du plus fort, dans lequel la seule façon de garantir la paix et l'indépendance est d'accéder à la puissance militaire (et donc scientifique) - vision qui perpétue le souvenir cuisant de l'irrésistible expansion de la technologie militaire occidentale en Méditerranée, que tous les efforts et la lucidité de l'intelligentsia réformiste tunisienne n'avaient pu contrecarrer.

On peut faire l'hypothèse que la contradiction entre ces deux registres du discours est consciemment assumée, et que ces deux propos opposés sont destinés à des récepteurs différents et proférés dans des circonstances également différentes. Dans le premier cas, il s'agit du discours le plus commun, à vocation majoritairement externe, que l'on pourrait qualifier de discours *d'insertion* dans l'ordre international. Il s'agit de jouer le jeu de la croyance en une communauté internationale régulée par le droit international et l'égalité formelle que celui-ci reconnaît aux Etats (telle qu'elle se manifeste par exemple dans les votes au sein d'instances comme l'Assemblée générale des Nations-Unies), et d'afficher sa confiance dans les dispositions normatives de ce droit, ceci afin de retirer les dividendes politiques d'une "modération" dont le pouvoir tunisien s'enorgueillit, et de bénéficier des dispositifs de l'aide bi et multi-latérale.

En revanche, le discours en terme de rapports de forces pointant l'inégalité de fait régnant entre les Etats est quant à lui un discours *d'opposition* plus conjoncturel, qui témoigne de la volonté de s'inscrire dans une sensibilité anti-impérialiste commune à

²⁵ - idem.

²⁶ - Discours de Carthage, 31/08/1974

l'ensemble du Tiers-Monde, y compris non-aligné, et de bénéficier d'autres types de solidarités qui se mettent en place²⁷. Il est principalement suscité par les frustrations nées du conflit israélo-arabe interprété en termes néocolonialistes, mais il réapparaîtra ponctuellement - en partie sous la pression de la rue - à l'occasion de la guerre du Golfe²⁸.

La science, projet de civilisation ou boîte à outil du développement ?

Une seconde contradiction se manifeste concernant la façon dont la science doit transformer la société tout entière. Elle est sans doute encore plus fondamentale que la précédente dans le sens où c'est du choix de l'un ou l'autre terme de l'alternative que dépendent les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à l'avènement du nouvel Etat.

Une culture de la modernité

Dans une première lecture possible, la science apparaît comme le moyen privilégié de ce que l'on pourrait appeler le *rattrapage civilisationnel*. Ce rattrapage, pour le Président Bourguiba et les élites tunisiennes en général, c'est bien sûr celui de l'Occident qui reste un modèle indiscuté, un repère sur la voie du "progrès", ou, selon le terme promu par les organisations internationales, du "développement". Il s'agit d'une entreprise de longue haleine, largement basée sur une éducation de masse, au terme de laquelle la science doit devenir la "raison" de la société tout entière, et le citoyen tunisien un "homme nouveau".

Ce sont en premier lieu les élites qui doivent incarner cette raison. Formées de la façon la plus exigeante, guidées par l'objectivité, "leur rigueur leur permettra de se prononcer valablement sur les options fondamentales et de participer utilement à la gestion des affaires de l'Etat"²⁹. La mise en œuvre de cette formation dans la direction de la société doit naturellement déboucher sur le "gouvernement rationnel" qui s'oppose en tout point (selon Bourguiba) au passé d'incurie politique incarné par le régime beylical, qui a conduit le pays à la décadence et à la colonisation.

Désormais, l'immense réforme sociale entreprise par l'Etat s'appuie sur une analyse scientifique de la situation. Tous les domaines sont concernés par cette entreprise de rationalisation : l'espace physique est quadrillé, la justice relève désormais largement d'un droit positif, le système d'enseignement est profondément réorganisé tant quant à son contenu qu'aux méthodes employées. L'agriculture, autre domaine de prédilection de cette gestion "scientifique" de la société "ne saurait être une source de richesse et de prospérité - selon Bourguiba - que si elle fait appel aux méthodes scientifiques d'exploitation"³⁰. Couronnant le tout, la planification, loin de signifier une quelconque imitation dogmatique du modèle socialiste, constitue pour les élites tunisiennes une véritable projection en avant volontariste de la raison politique vers un avenir de progrès.

Si les élites sont naturellement placées en situation d'avant-garde, elles ne peuvent rester seules détentrices du privilège de la lucidité. A terme, la capacité d'appréhender le

²⁷ - Sur les stratégies "frontistes" et le développement du solidarisme tiers-mondiste (tour à tour politique et économique) dans les Etats du Maghreb, cf. Jean-Robert Henry (1978), "Politique étrangère et vision du jeu international : les stratégies tiersmondistes des Etats du Maghreb", in *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1978. Paris, Editions du CNRS, pp.239-258.

²⁸ - Dans un discours du 26/01/1991, le président Ben Ali, successeur de Bourguiba déclare que "les véritables visées de l'agression contre l'Irak [...] consistent à interdire à la nation arabe d'accéder au progrès et de maîtriser la science et la technologie, pour qu'elle demeure à jamais condamnée à la dépendance" (N.Khoury-Dagher et A.Dargouth-Medimegh, "Pourquoi en Tunisie, la rue a soutenu Bagdad", *Le Monde diplomatique*, mars 1991, p.12.

²⁹ - Discours de Carthage, 31/01/1967

³⁰ - Discours de Carthage, 30/06/1967

monde de façon rationnelle a vocation à se répandre parmi la masse, et la science doit devenir une véritable culture de la modernité. La source première du sous-développement contre lequel Bourguiba entend lutter, c'est avant tout le "retard intellectuel" de l'ensemble de la population, et le leader n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'état de décadence dans lequel se trouve une grande partie du peuple : mentalités arriérées, traditions archaïques, instincts bestiaux, superstitions, tribalisme, corruption...³¹

Pour ce faire, il faut avant tout "décoloniser les esprits" et faire admettre que "le cerveau arabe n'est ni moins puissant ni moins imaginatif que le cerveau européen"³². Une fois ces prémices posées, c'est le niveau d'éducation de la masse tout entière qu'il s'agit d'élever par la généralisation de l'enseignement, obligatoire, démocratique, puisque gratuit, et qui doit bien sûr "procéder d'un esprit scientifique fondé sur le sérieux et la rigueur"³³, à l'opposé des méthodes traditionnelles d'enseignement - celles de la Zitouna - qui sont vertement critiquées. En dehors du milieu scolaire, "la vulgarisation de l'esprit scientifique représente pour [Bourguiba] une nécessité impérieuse non seulement pour faciliter notre développement, mais surtout pour transformer nos structures mentales affectées par plusieurs siècles de décadence"³⁴.

Le résultat qui doit récompenser cette inculcation généralisée de la science comme culture de modernité n'est rien moins que la création de "l'homme nouveau". Si celui-ci répond au modèle que le Président Bourguiba appelle de ses vœux, il sera une "somme de qualités harmonieusement équilibrées faites de rationalisme rigoureux, de pensée scientifique, d'habileté technique et de haute conscience morale et religieuse"³⁵.

En définitive, le discours bourguibien révèle ici une vision selon laquelle la science constitue le moule parfait dans lequel doivent se couler uniformément les mentalités de la société tunisienne tout entière, pour en ressortir purifiées, enrichies et enfin au diapason du "vaste mouvement du Progrès" qui emporte le monde. Il s'agit, on l'a dit, d'un processus à long terme, et de ce point de vue, l'œuvre entreprise s'inscrit dans la droite ligne de la pensée réformatrice du XIX^{ème} siècle, et reprend à son compte l'analyse et les ambitions que nourrissait Khayr ed-Din, interrompues par de longues décennies de mainmise étrangère. Mais la vision bourguibienne révèle en même temps une imprégnation par le discours universaliste développé par les organisations internationales, prêchant la foi en un développement linéaire et univoque dont il s'agit de rejoindre le mouvement.

La technique avant tout !

Mais parallèlement à cette vaste perspective de transformation culturelle et civilisationnelle globale et de "rattrapage intellectuel total", à côté de cette profession de foi humaniste en faveur du progrès, on voit se manifester, de façon fréquente, le sentiment du caractère démesuré de l'entreprise. Est-il raisonnable de penser rattraper un jour l'Occident en suivant un cheminement identique alors que le différentiel de vitesse reste défavorable ? Ne convient-il pas d'emprunter des "raccourcis" ?

On voit alors apparaître un registre de discours sensiblement différent (voire opposé) où se devine le sentiment de l'urgence, la nécessité de "brûler les étapes" sans attendre une transformation globale de la société. L'un des symptômes les plus apparents en est l'accent qui est régulièrement mis sur la technologie, les "techniques" par opposition à la science théorique. Participer à l'accroissement du patrimoine scientifique mondial et à l'avancée du

31 - Voir par exemple le discours de Carthage du 30/06/1967.

32 - Discours de Carthage, 25/01/1973

33 - Discours de Tunis, 28/06/1966

34 - Discours de Carthage, 3/11/1967

35 - Discours de Carthage, 30/06/1967

front de la connaissance humaine reste un but fort louable, mais à attendre que la Tunisie produise des prix Nobel, on risque de négliger les véritables obstacles au développement et de conduire le pays à la ruine. C'est ainsi que très tôt et en plusieurs occasions, Bourguiba définira le type de science dont le pays a besoin : "Il ne s'agit pas de science dans l'absolu, du savoir opposé à l'ignorance, ou de la simple satisfaction d'une curiosité intellectuelle légitime, certes, mais souvent improductive ; il s'agit de science appliquée et de disciplines techniques"³⁶.

C'est ce qui explique par exemple que les figures scientifiques qui, dans le discours, occupent le plus souvent le devant de la scène sont les ingénieurs et les médecins, promus comme partout ailleurs dans les pays nouvellement indépendants, au rang "d'officiers du développement"³⁷. Leur raison d'être est immédiatement identifiable, leur action technique quotidienne sur la matière et sur les corps fait d'eux les véritables bâtisseurs d'un pays moderne. Mais même ces professions ne sont pas à l'abri du soupçon d'une formation trop "générale" au regard des besoins les plus urgents. Ainsi, en l'absence de formations techniques de base pour répondre aux besoins les plus pressants, les ingénieurs eux-mêmes en viennent presque à être considérés comme dépositaires d'un savoir trop approfondi, et parfois déconnecté des réalités concrètes de la technique. Dans l'urgence, le temps se comptabilise aussi en années d'études : "Ces connaissances [techniques] dont nous avons un si pressant besoin, n'exigent pas plus de deux années d'études. Nous n'avons pas besoin d'ingénieurs diplômés incapables de faire marcher une machine"³⁸.

Ce thème d'une priorité à la spécialisation technique revient ainsi de façon récurrente, pour s'opposer à ce qui est perçu comme une inclination naturelle des jeunes Tunisiens vers les études longues et généralistes, inclination que le Président Bourguiba semble inconsciemment associer à une tradition de culture savante remontant aux "temps de la décadence". Et régulièrement, dans ses discours consacrés au système éducatif, le Président répétera combien "il est regrettable de constater le peu d'empressement que manifestent certains étudiants et leurs parents pour les disciplines agricoles, techniques ou professionnelles"³⁹.

Le sentiment d'urgence n'est cependant pas le seul facteur sous-jacent de ce registre "techniciste". Un autre élément est la conscience de certaines spécificités qui ne sont pas seulement propres à la Tunisie, mais aussi à l'ensemble des pays du tiers-monde. Ces spécificités tiennent à la situation économique et politique encore précaire de ces pays, mais parfois plus simplement à leurs caractéristiques géographiques. Elles font douter de la possibilité de s'engager dans une course à la connaissance, quand bien même celle-ci serait le symbole le plus éclatant du redressement civilisationnel de la nation. Elles semblent au contraire pousser à acquérir le plus rapidement possible les technologies susceptibles de résoudre les problèmes les plus pressants.

Ainsi, on retrouve dans ce compartiment du discours l'idée assez souvent défendue dans l'enceinte des organisations internationales, selon laquelle la neutralité des techniques et leur disponibilité sur le marché mondial pourrait permettre l'économie d'investissements trop importants dans une science nationale. Par ailleurs, à certains égards, cette idée d'une science "utile" et "spécifique" aux pays en développement n'est pas sans évoquer les arguments avancés au XIX^{ème} siècle en faveur d'une science "tropicale", devenue science coloniale - la science de la "mise en valeur" - au début du XX^{ème} siècle.

³⁶ - Discours de Tunis, 7/11/1957

³⁷ - Cf. l'introduction d'Elisabeth Longuenesse et de Roland Waast au dossier "Professions scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Egypte, Algérie". *Revue Tiers Monde*. Tome XXXVI - n°143 - juillet-septembre 1995. p.486.

³⁸ - Discours de Tunis, 9/12/1960

³⁹ - Discours de Carthage, 30/06/1967²

Des représentations en actes : L'Etat, la politique scientifique, l'université

Même si elles relèvent de l'imaginaire, ces représentations politiques de la science ne sont pas pour autant dépourvues d'effets, en particulier lorsqu'il s'agira de définir les lignes d'une politique scientifique. Il ne faut pas oublier en effet que les modalités de mise en œuvre d'une politique publique, dans quelque domaine que ce soit, reposent avant tout sur des représentations, sur des perceptions et des images que les acteurs sociaux - gouvernants et gouvernés - ont, à un moment donné, d'un problème⁴⁰. Ce sont ces perceptions qui conditionnent fortement le type de solutions et les modalités d'action proposées. Le fait que les représentations politiques de la science en Tunisie soient, comme on l'a vu, plurielles et contradictoires n'a rien d'exceptionnel, c'est plutôt le cas le plus fréquent et c'est ce qui explique les confrontations, les luttes, les négociations dont les politiques publiques sont le plus souvent l'objet. C'est là qu'il faut aussi chercher certaines raisons des échecs, lorsqu'il y a lieu.

De ce point de vue, c'est la seconde des contradictions identifiées plus haut qui revêt ici le plus d'intérêt puisqu'elle concerne l'ordre interne, le rôle que la science doit jouer dans la société et la façon dont elle doit la transformer. On peut en effet y voir l'une des raisons des échecs successifs de plusieurs tentatives pour définir une politique scientifique nationale durable et cohérente en Tunisie.

Lorsque ces tentatives ont eu lieu, les décisions des instances politiques en charge du secteur de la recherche visaient à promouvoir une science "finalisée" qui puisse se mettre au service du développement économique du pays et des entreprises (publiques dans un premier temps, puis privées). Il s'agissait avant tout que la recherche scientifique puisse produire une richesse quantifiable et immédiatement profitable au pays. La première de ces tentatives, centrée sur le lancement de Programmes Nationaux de Recherche (de 1978 à 1986), entendait palier à certains handicaps naturels (manque de ressources en énergie, en eau) et favoriser la valorisation de richesses déjà exploitées (phosphates, ressources halieutiques, production agricole...). Les recherches étaient alors principalement destinées à l'Etat, aux entreprises publiques et offices nationaux. Avec la création d'un Secrétariat d'Etat à la Recherche Scientifique en 1991, une deuxième tentative visait à développer localement des technologies de haut niveau (notamment en informatique, technologies de la communication et biotechnologies). Sans doute inspirées des expériences menées dans le Sud-Est asiatique, ces orientations étaient censées favoriser la compétitivité des entreprises privées pour que celles-ci puissent soutenir le choc de la libéralisation des échanges et de l'insertion dans une économie mondialisée. Ainsi, le premier secrétaire d'Etat plaçait-il au premier rang des priorités à l'époque "l'amélioration de la capacité concurrentielle de nos entreprises sur le marché international par le biais de la maîtrise des technologies"⁴¹.

Dans les deux cas, il s'agissait donc d'une conception développementaliste au sens large de la science, teintée d'étatisme ou de néolibéralisme selon la conjoncture, dans laquelle la valeur de la recherche scientifique nationale devait se mesurer à sa contribution à la richesse du pays.

Mais cette image d'une recherche scientifique avant tout "utilisable", focalisée sur des enjeux économiques nationaux, ne correspondait pas à celle que s'en faisaient ceux qui devaient en être les exécutants, à savoir les scientifiques. En formulant leurs objectifs de

⁴⁰ - Ce que les spécialistes de l'analyse des politiques publiques appellent le *référentiel* d'une politique. Cf. Bruno Jobert et Pierre Muller (1987), *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, p.65 et suivantes.

⁴¹ - "Un programme pratique pour la relance de la recherche scientifique", *Le Renouveau*, 30/07/91.

politique scientifique nationale, les autorités tunisiennes oubliaient en effet que ces scientifiques (très majoritairement des enseignants-chercheurs universitaires) étaient le produit d'une politique de formation beaucoup plus proche des idéaux d'une participation à la connaissance universelle chers aux penseurs réformistes et à tous les partisans du "rattrapage civilisationnel". La socialisation scientifique des premières générations de chercheurs tunisiens, majoritairement effectuée au sein du système universitaire français, de façon tout à fait libre, en fonction de leurs goûts personnels et en dehors de toute orientation imposée, les avait au contraire imprégnés de valeurs propres à ce système particulier : libre choix des sujets de recherche, prééminence de la recherche fondamentale et des filières théoriques (les plus cotées dans le système français de l'époque) sur les applications et la technologie, sentiment d'appartenance à une communauté scientifique mondiale par le biais de publications dans les grandes revues internationales, etc. Une telle formation ne les avait pas préparés à accepter des impératifs de rendement à court terme.

Ces chercheurs universitaires se sont donc très majoritairement opposés aux mesures prises par leurs autorités de tutelle en matière de politique scientifique, ou pour le moins, se sont sentis en très net décalage par rapport à elles. Non pas qu'ils aient été hostiles par principe au fait que la science puisse participer au développement national, à la solution de problèmes locaux, à la production de richesse par les entreprises. Simplement, ils pensaient qu'il s'agissait là de résultats qui découleraient naturellement, avec le temps, de la mise en place d'une recherche nationale de haut niveau, proche des standards de la science internationale. Les "raccourcis" leur semblaient non seulement inutiles, mais dangereux, car ils présentaient de leur point de vue le risque de stériliser la recherche et d'en rabaisser dramatiquement le niveau⁴². Il en a donc résulté une faible implication de leur part dans les programmes de recherche privilégiés par les instances gouvernementales, un repli sur leurs propres préoccupations de recherche avec les faibles moyens mis à leur disposition par l'université, ou la prospection de soutiens complémentaires auprès de la coopération internationale, qui est restée pour eux la principale source de gratifications matérielles et de reconnaissance proprement intellectuelle.

Enfin, un autre élément semble avoir été étrangement négligé par les instances politico-administratives de la recherche lors de la formulation des politiques scientifiques, à savoir l'absence globale d'une demande sociale de recherche dans le pays. Depuis le début des années 1970, les choix de politiques économique et industrielle ont privilégié l'insertion dans la division mondiale du travail en faisant jouer à la Tunisie un rôle de sous-traitant à l'échelle internationale, notamment dans les secteurs du textile, de l'industrie mécanique et électronique. Ces choix, qui n'ont jamais été fondamentalement remis en question depuis, ont façonné l'ensemble de l'économie nationale, tant dans le secteur public que privé. Il en a résulté un très faible niveau technologique global ; le matériel utilisé dans l'industrie est généralement vétuste et le taux d'encadrement très faible. Selon des chiffres publiés en 1996 par le Secrétariat d'Etat tunisien à la recherche et à la technologie, on comptait alors un ingénieur pour 3,6 entreprises en moyenne⁴³.

Dès lors, même lorsque l'on arrive à développer un secteur consacré à la recherche finalisée, la demande de recherche demeure introuvable puisque la très grande majorité des entreprises n'a ni les moyens ni surtout le besoin de faire appel à des compétence

42 - Pour une illustration assez caractéristique de ce type de position, voir l'article du physicien tunisien M'hamed Zouaghi (1984), "La recherche scientifique. Comment sortir du sous-développement actuel ?", *Le Maghreb*, n°87, 28 janvier 1984, pp.6-9.

43 - Ce chiffre atteint 7,7 dans le secteur textile et 8,7 dans l'agroalimentaire, ces deux secteurs représentant ensemble 60% de l'ensemble des entreprises et 61% des emplois.

scientifiques et technologiques⁴⁴. L'Etat reste donc le principal consommateur de la science qu'il produit à travers les institutions de recherche. Ainsi, les programmes de recherche d'un centre comme l'Institut de Recherche des Sciences Informatiques et de Télécommunications, fleuron de la politique menée depuis 1991 par le Secrétariat d'Etat à la Recherche et destiné à répandre dans les entreprises tunisiennes les bienfaits des hautes technologies, sont en réalité majoritairement destinés à l'Etat et à ses diverses institutions (à hauteur de 57%) tandis que les entreprises du secteur privé ne sont concernées que par 7,5% d'entre eux.

On voit comment les représentations plurielles et contradictoires que les élites politiques se font de la science en Tunisie se retrouvent en filigrane dans différents compartiments de la politique de l'Etat. Une politique scientifique énoncée dans les termes du développement national se trouve confrontée aux valeurs d'une science universaliste que les chercheurs ont incorporées durant leur formation, mais aussi au lourd héritage d'une politique industrielle basée, quant à elle, sur une logique de marché et sur l'insertion à court terme dans la division internationale du travail.

Valeurs scientifiques, valeurs politiques

On a dit plus haut que les premières générations de scientifiques tunisiens s'étaient imprégnées au cours de leur formation à l'étranger des valeurs dominantes au sein de l'université française et des établissements de recherche : préférence pour une recherche théorique réputée "noble" et désintéressée, foi puissante en la raison scientifique comme moteur principal du progrès humain, etc. Qu'en est-il pour les générations plus jeunes formées par les universités tunisiennes ?

La question ne manque pas d'intérêt puisque certains observateurs avertis pensent pouvoir établir un lien entre la concentration d'étudiants islamistes dans les filières scientifiques et un type d'enseignement amputé, à leurs yeux, qui n'aurait retenu de la science qu'une fascination pour ses aspects techniques, omettant de la replacer dans le contexte plus large de ses fondements théoriques et des ruptures nécessaires de la raison avec les dogmes religieux. Ainsi, une physicienne tunisienne propose t-elle l'explication suivante : "Dans les pays où s'est développé l'intégrisme, il est frappant que les institutions universitaires où les étudiants intégristes sont majoritaires soient des établissements scientifiques. Cette situation étonne les observateurs occidentaux ; car d'aucuns pensent que l'esprit scientifique est nécessairement moderne. A première vue, on s'attendrait plutôt à trouver une majorité d'intégristes parmi les littéraires ou les juristes, dans la mesure où les sciences humaines et sociales s'inscrivent dans une continuité avec le passé. Ce paradoxe n'est pourtant qu'apparent. Les sciences humaines, la littérature, la philosophie permettent d'avoir une vue globale des problèmes, dans le temps, à travers l'histoire des idées, et dans l'espace, à travers l'étude comparative des différentes civilisations. Ces disciplines favorisent une certaine ouverture d'esprit. Quant aux sciences dites exactes, elles peuvent évidemment assurer la même ouverture d'esprit, mais à condition d'être correctement enseignées et qu'on ne les ampute pas de leur contenu théorique au point de les réduire à la technique. D'ailleurs, les intégristes sont davantage présents dans les écoles d'ingénieurs que dans les facultés scientifiques. Ils sont ainsi plus utilisateurs des résultats de la science

⁴⁴ - La consommation de recherche et de technologie par les entreprises tunisiennes n'est pas plus élevée en direction de l'étranger. La consommation de technologies extérieures par l'industrie tunisienne ne représentait en 1994 que 3,5% des dépenses totales en la matière, le reste de la demande émanant notamment des Ministères (28%), du secteur des hydrocarbures (28%) et des services-transport (18%).

que créateurs". "Les intégristes, - ajoute t-elle - n'admettent pas les fondements théoriques de la science moderne.

[...] Des progrès de la biologie, on peut se contenter de retenir les conséquences sur le développement de la médecine ; la théorie de l'évolution des espèces n'a pas à être enseignée. Des progrès de la physique, on veut bien garder le formidable développement des moyens de communication, mais on est très gêné par la valeur finie de la vitesse de la lumière [...] Ils [les islamistes] cherchent à réduire l'enseignement des sciences à leurs apports technologiques, malgré l'interdépendance de la connaissance scientifique théorique et de la technologie, et ne peuvent transmettre ces connaissances que de manière dogmatique"⁴⁵.

Cette hypothèse appelle au moins deux remarques. On peut tout d'abord s'interroger sur les raisons pour lesquelles les plus jeunes générations de scientifiques tunisiens formés dans les facultés de leur pays auraient reçu un enseignement tronqué, puisqu'ils avaient pour professeurs - y compris dans les écoles d'ingénieurs - des enseignants eux-mêmes formés dans une vision globale de leur discipline. Comment expliquer que ces derniers, majoritairement attentifs aux aspects les plus fondamentaux et les plus théoriques de leurs sciences respectives, n'en aient transmis qu'une version réduite et appauvrie ?

Par ailleurs, en établissant un lien direct entre le mode de socialisation intellectuelle et scientifique d'une part, et l'adoption de convictions islamistes d'autre part, une telle hypothèse omet d'envisager l'action possible d'autres variables d'ordre proprement sociologique comme le milieu social d'origine, le capital et le parcours scolaire, dont on sait qu'elles conditionnent à la fois la présence dans certaines filières universitaires et les positions idéologiques et politiques des individus.

Qu'il puisse être vérifié ou pas, ce lien supposé entre les valeurs inculquées lors de l'apprentissage des sciences et celles, plus globales, que l'individu affirme dans son comportement social et politique, n'est pas lui non plus resté sans effet concret. Il est sans doute à la base de la forte méfiance que le pouvoir politique tunisien a développé depuis le début des années 1990 à l'égard des facultés scientifiques et techniques, qui se traduit notamment par un quadrillage policier permanent et rigoureux des campus et des cités universitaires. Le développement de ces secteurs de l'enseignement supérieur ne semble pas non plus placé à l'ordre des priorités : au milieu des années 1990, le nombre des inscriptions dans les filières des sciences fondamentales et techniques est retombé en dessous de celui de 1980, alors que dans la même période, le volume total des inscriptions a été multiplié par trois...

Ainsi, en dépit de discours qui continuent à faire de la science le moteur naturel de la transformation et du progrès de la société, ces dernières remarques - ajoutées à ce que l'on a essayé de montrer plus haut concernant la nature des représentations politiques de la science et leur répercussions concrètes - montrent à quel point les relations entre les pouvoirs politiques et la science en Tunisie restent marquées par une profonde ambiguïté. Etant donnée l'importance des questions posées pour la dynamique politique et sociale future, il y a là un champ de recherche majeur pour les sciences sociales et humaines à l'échelle du Maghreb tout entier.

Bibliographie

⁴⁵ - Farida Faouzia Charfi (1995), "Les islamistes et la science", *Alliage*, n°22. Voir aussi sur ce thème l'article de Tahar Guellali (1995) "La Cité des Sciences à Tunis", *Alliage*, n°24-25.

- BOUGUERRA Mohamed Larbi (1993), *La recherche contre le tiers-monde*, Paris, PUF.
- CHATELIN Yvon (1986), "La science et le développement. L'histoire peut-elle recommencer ?", *Revue Tiers Monde*, t.XXVII, n°105, janv-mars 1986.
- DJEFLAT Abdelkader, ZGHAL Riadh (dir.) (1995), *Science, technologie et croissance au Maghreb*, Sfax, Maison d'édition Biruni.
- GAILLARD Jacques (1994), "La naissance difficile des communautés scientifiques", in : J.-J.Salomon, F.Sagesti, C.Sachs-Jeantet (dir.), *La quête incertaine*, Paris, Economica.
- HABERMAS Jurgen (1973), *La technique et la science comme "idéologie"*, Paris, Gallimard (ed. originale 1968)
- LABERGE Paule (1987), *Politique scientifiques au Maghreb : l'implantation du système scientifique dans les sociétés maghrébines de 1830 à 1980*, Université de Montréal, Institut d'histoire et de socio-politique des sciences.
- LABIDI Djamel (1993), *Science et pouvoir en Algérie*, Alger, Office des publications universitaires (2 vol.).
- Le savant et le politique aujourd'hui*, Colloque de la Villette, 7 juin 1996, Paris, Bibliothèque Albin Michel (Idées)/cité des Sciences et de l'Industrie, 1996.
- MOORE C.H. (dir.) (1994), *Maghreb et maîtrise technologique*, Tunis, CERP/CEMAT.
- PETITJEAN Patrick et al. (1992), *Science and Empires*, Dordrecht, Kluwer Academic Press.
- Politiques scientifiques et technologiques au Maghreb et au Proche-Orient*, Editions du CNRS, Collection des Cahiers du CRESM, n°14, 1982.
- ROUBAN Luc (1988), *L'Etat et la science. La politique publique de la science et de la technologie*, Paris, Editions du CNRS.
- SIINO François(2004), *Science et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*, Paris, IREMAM-Karthala, 405 p.
- THUILLIER Pierre (1997), *Science et société. Essais sur les dimensions culturelles de la science*, Paris, Fayard.